

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Internationales 19

Royaume-Uni : la grande peur de la lutte des classes

- International -

Date de mise en ligne : vendredi 13 mars 2009

Démocratie & Socialisme

La BBC est sans aucun doute la meilleure télévision au monde. Ses programmes sont dans l'ensemble de qualité et sa ligne éditoriale est plutôt pluraliste et centriste. C'est un fait rarissime dans un monde de médias bêtifiants et de droite. Cependant, trois sujets échappent à ce modus operandi bienveillant : sur les ondes de la BBC, il n'est guère permis de critiquer la famille royale, la politique étrangère de la Grande-Bretagne et des États-Unis ou la marche capitaliste du monde.

Des événements récents ont concerné le troisième de ces interdits majeurs.

Début février, des « grèves sauvages » (Wildcat strikes) ont éclaté dans les raffineries Total et dans des centrales électriques à travers le pays. Les travailleurs britanniques protestaient contre le recours à une main-d'œuvre italienne et portugaise (employée à des salaires inférieurs aux normes locales), qui entraînait leur mise au chômage, puisque les emplois étaient réservés aux travailleurs étrangers. Gordon Brown et Peter Mandelson sont montés au créneau pour dénoncer la nature « xénophobe » de ces grèves.

Une interview tronquée

La BBC, toujours servile en pareil cas, leur a emboîté le pas. Une interview de gréviste diffusée sur la BBC1 a été tronquée. On pouvait succinctement entendre un gréviste affirmer qu'« on ne peut pas travailler avec des Portugais et des Italiens ». Le même reportage a été retransmis en intégralité sur la BBC2. Cette fois-ci, on pouvait entendre : « On ne peut pas travailler avec des Portugais et des Italiens ; on est complètement séparés d'eux, ils viennent avec leurs propres compagnies ».

Les éditeurs du programme de la BBC ont tronqué une réponse de gréviste pour en altérer radicalement le sens. Dans le premier cas, la réponse apparaît motivée par le rejet de l'étranger et la fermeture à l'immigration. Dans la vraie version, il n'en est rien : le gréviste rapporte des faits, c'est-à-dire qu'il n'est pas possible de côtoyer les travailleurs étrangers, car ils arrivent avec l'entreprise qui les emploie et qu'on les tient volontairement à l'écart de la main-d'œuvre locale. La BBC, confrontée à une question politiquement sensible, est devenue le porte-parole d'un gouvernement hostile aux droits des travailleurs. Car ce que craint Gordon Brown, c'est le renouveau de la combativité salariale et syndicale. Tony Blair et Gordon Brown n'ont en effet pas défait la législation du travail thatcherienne. Dans le monde occidental, la Grande-Bretagne est le pays qui restreint toujours le plus sévèrement le droit de grève.

Derek Simpson, le co-leader du syndicat Unite a dit les choses clairement : « Ces grèves n'ont rien à voir avec le racisme ou l'immigration. C'est une question de classe » . Il est tentant de préciser le propos : ces grèves britanniques sont une question de lutte des classes. Karl Marx considérait que la lutte des classes s'organisait autour d'une classe capitaliste qui détenait le capital, dirigeait et gérait la production et, enfin, s'appropriait la plus-value correspondant à l'exploitation du labeur des travailleurs.

Depuis l'époque victorienne, rien de nouveau sous le soleil de l'exploitation capitaliste ! En décembre 2007, la Cour européenne de justice (CEJ) avait abondé dans ce sens avec deux arrêts qui avaient fait beaucoup de bruit. L'arrêt Laval avait interdit aux syndicats d'agir contre les entreprises qui refusent d'appliquer à leurs salariés détachés dans un autre pays communautaire, les conventions collectives applicables dans ce pays. L'arrêt Viking avait estimé que le droit de recourir à des pavillons de complaisance procède de la liberté d'établissement garantie par le droit européen. La CEJ en avait conclu que la lutte des syndicats contre ces pavillons est de nature à porter atteinte à cette liberté fondamentale.

Des droits pour tous

« Les emplois britanniques aux travailleurs britanniques » : c'est un vieux slogan du British National Party (BNP), une formation d'extrême droite. Il a récemment été repris par Gordon Brown, le très néolibéral premier ministre, jamais à court de promesses démagogiques. Ces mots empoisonnés ont été lancés au visage du démagogue par les grévistes qui ont demandé avec ironie qu'il tienne sa promesse ! La xénophobie dénoncée par le New Labour et la BBC était imaginaire. Les grévistes n'ont exercé aucun chantage sur les travailleurs italiens et portugais non-syndiqués, sous-contractés, sous-payés, ni n'ont exigé leur rapatriement.

Les cibles de leurs critiques ont été les employeurs et leur course au dumping social, ainsi que le gouvernement qui les soutient dans cette entreprise. Les militants du BNP qui avaient tenté d'infiltrer les grèves à la raffinerie de Lindsey dans le Lincolnshire ont été éconduits et on a même vu une affiche portant l'inscription suivante : « Travailleurs dans le monde, unissez-vous ! ». Dans la centrale électrique de Plymouth, les grévistes ont revendiqué les mêmes droits pour tous les travailleurs - britanniques et étrangers - dénoncé l'exploitation d'une main d'oeuvre étrangère, et exigé que les travailleurs britanniques ne soient pas écartés du marché du travail.

Gordon Brown dont la politique économique a amené le pays au bord de la faillite, a répété le mot d'une interview à une autre : « Protectionnisme ! » Une majorité de Britanniques considèrera que c'est la parade désespérée d'un gouvernement incapable de raisonner en dehors des mots d'ordre des années 80 et 90 : « Dérégulation ! Libre entreprise ! Flexibilité ! ». Le New Labour agonise, mais ces travailleurs en lutte ont décidé de prendre leur destin en main. Bien leur en a pris. A Lindsey, les grévistes se sont vus accorder le double du nombre d'emplois que Total avait initialement offert ; ceci sans qu'aucun travailleur italien ne soit renvoyé.

Philippe Marlère